



Bulletin Mensuel WRM – Numéro 209 – Décembre 2014

Chers amis,

Nous vous rappelons que le WRM (Mouvement mondial pour les forêts) est en train d'actualiser ses listes de distribution. C'est pourquoi il est **nécessaire que vous confirmiez** si vous souhaitez continuer à recevoir l'information et le bulletin mensuel du WRM. Nous vous demandons de suivre les instructions pour compléter le processus d'inscription. C'est simple et rapide : **il suffit de 3 clicks !** En finissant, vous recevrez un courrier qui dira « Inscription confirmée ».

Vous pouvez également confirmer votre inscription tout de suite, en cliquant sur le lien suivant: <http://eepurl.com/8YG29>

Si vous avez des questions, n'hésitez pas à nous écrire à mailing@wrn.org.uy.

Un grand merci !

L'équipe du WRM

NOTRE OPINION



La complexité du débat sur les alternatives

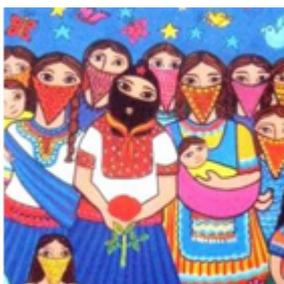
Ce bulletin du Mouvement mondial pour les forêts tropicales, le dernier de l'année 2014, est centré sur une question qui est presque toujours présente dans les luttes locales et les problèmes associés dont nous vous informons chaque mois. Sans porter spécifiquement sur les forêts ou les plantations d'arbres, cette question concerne les communautés tributaires des forêts; ainsi, nous pensons qu'il est très important de consacrer un numéro entier du bulletin au débat complexe sur les alternatives.

REFLEXIONS A PROPOS DU DEBAT SUR LES 'ALTERNATIVES'



Une alternative aux 'alternatives'

La plupart de ceux qui demandent aux activistes des 'alternatives' à la situation actuelle ne sont pas vraiment intéressés par des options de rechange. Ou, s'ils le sont, les seules 'alternatives' qui les intéressent sont celles qui risquent de les avantager, de renforcer l'oppression, ou de coïncider avec leur propre vision du monde. Ce n'est pas par hasard que ceux qui parlent d'une 'alternative au capitalisme' – ou de l'absence d'alternative - sont bien souvent des capitalistes. Cela les arrange de présenter le capitalisme comme un 'modèle' intellectuel qui ne peut être menacé que par un autre 'modèle' intellectuel.



Les défis pour la lutte des femmes enracinées dans leur territoire: une approche décoloniale

Aux dépens de qui sont mis en place des projets destinés – d'après leurs promoteurs – à promouvoir le 'développement'? Le modèle économique hégémonique, avec le racisme et la discrimination qui lui sont propres, voit les communautés indigènes ou paysannes, les peuples de pêcheurs, etc., comme des espaces «subalternes» qui peuvent être exploités, rasés, restructurés en fonction des besoins d'accumulation de capital. Cette colonialité enracinée dans le pouvoir devient plus évidente encore quand on la regarde du point de vue du féminisme, mais d'un féminisme qui permette d'aborder l'oppression du corps et de la vie de ces femmes noires ou indigènes, qui cultivent ou qui pêchent. Il ne s'agit pas seulement de femmes. Dans leur situation dans le «système-monde» s'entrecroisent des oppressions de genre, de race et de classe.



Énergies 'altératives': quand la seule 'alternative' est la transformation intégrale

Dans les communautés de la frontière entre l'Équateur et la Colombie, qui vivent sous l'influence du conflit armé, de la production industrielle de narangille infestée de produits toxiques et/ou de l'activité pétrolière, et qui vivent donc au milieu de la contamination, le tissu social s'est retrouvé dans des situations limites. En Équateur, ces dix dernières années, 8 688 personnes se

sont suicidées; la plupart étaient des jeunes, surtout des femmes, et appartenaient souvent au milieu rural. C'est pourquoi nous pourrions nous demander quelle énergie, quelle joie peuvent avoir les communautés paysannes et indigènes, pour que leurs membres souhaitent éteindre la lumière de leur vie, ou ne plus enfanter.



La lutte pour les forêts de l'Inde: en quête d'alternatives

Dans le monde entier, les mouvements sociaux qui s'opposent aux attaques néolibérales contre la nature et contre les divers régimes de propriété commune doivent se colleter avec l'épineuse question des 'alternatives'. La revendication de ces 'alternatives' est provoquée le plus souvent par les défenseurs de l'économie du libre-échange et même par une section de la gauche dominante, comme si le modèle néolibéral de développement économique était toujours une donnée de base, destinée à alimenter et à contrôler l'idée que la nature, les forêts comprises, est là pour être saisie et utilisée. Ce court article examinera la question des 'alternatives' dans le contexte limité des forêts indiennes, afin de mieux comprendre trois choses: 1. quel(s) sens on peut raisonnablement attribuer à la notion d'alternatives; 2. si la résistance populaire apprécie et intègre ces 'alternatives' comme des options valables; 3. si ces alternatives, une par une ou ensemble, offrent la possibilité d'une transformation sociale, en dominant, là où elles sont appliquées, les relations de production capitalistes; et aussi, à un niveau plus général, si elles supposent une transition vers une économie, une société et un ordre politique plus égalitaires et post-capitalistes.

LES GENS SE METTENT A L'OEUVRE

- **Déclaration du Sommet des Peuples face au changement climatique, Lima, Pérou**
- **Action en justice pour défendre les droits de la nature du páramo de Tangabana**
- **Des femmes luttent contre l'extractivisme**
- **Comment le système alimentaire agro-industriel contribue à la crise climatique**
- **Concours de photos sur la justice environnementale et sociale**

RECOMMANDATIONS

- **“Energy Alternatives, Surveying the Territory”**
- **Site Internet des biens communs du Mékong**
- **Inventaire des propositions alternatives aux grands projets d’infrastructure**
- **Les forêts sont aussi importantes que l’agriculture pour certaines communautés rurales**

NOTRE OPINION

La complexité du débat sur les alternatives



Ce bulletin du Mouvement mondial pour les forêts tropicales, le dernier de l’année 2014, est centré sur une question qui est presque toujours présente dans les luttes locales et les problèmes associés dont nous vous informons chaque mois. Sans porter spécifiquement sur les forêts ou les plantations d’arbres, cette question concerne les communautés tributaires des forêts; ainsi, nous pensons qu’il est très important de consacrer un numéro entier du bulletin au débat complexe sur les alternatives.

Comme beaucoup d’entre nous participons à des combats contre des projets destructeurs des forêts, il nous est souvent arrivé qu’un représentant d’une entreprise ou d’un État nous demande, à propos de notre opposition à un certain projet: «Quelle alternative proposez-vous?». Dans le présent bulletin, nous essayons d’aborder cette question quelque peu intimidante sous plusieurs angles, de manière à montrer sa complexité mais aussi pour

proposer quelques idées sur la manière de la traiter et sur le débat sur les ‘alternatives’ en général, tel que nous le rencontrons dans nos activités quotidiennes.

Comme le montre Larry Lohmann dans son article, au moment de répondre à la demande qu’on nous adresse de fournir une ‘alternative’, nous sommes souvent forcés de formuler notre alternative en appliquant la logique du modèle de production hégémonique. Or, nous savons que ce modèle existe pour satisfaire la très forte demande consommatrice d’une minorité qui, en général, vit très loin des endroits qui subissent la plupart des dégâts. Larry suggère de commencer par s’opposer à la question qu’on nous pose, par exemple en posant à notre tour d’autres questions, comme «alternative pour qui?», ou «aux dépens de qui?»

Nous devrions aussi continuer à nous efforcer d’y voir clair, de réfléchir et de répliquer au langage qu’utilisent et nous imposent ceux qui défendent le plus – et profitent le plus – des grands projets destructeurs de forêts. Des décennies durant, grandes entreprises, consultants, fonctionnaires gouvernementaux, grands médias, etc., ont affirmé qu’ils avaient les ‘alternatives’, les ‘solutions’, aux diverses crises qui menacent nos sociétés. Il y a une vingtaine d’années, ils parlaient du ‘développement durable’ comme ‘alternative’ au modèle de développement dominant. Ces dernières années, comme les problèmes persistaient malgré les politiques et les projets de ‘développement durable’ mis en œuvre pendant deux décennies, ils ont commencé à parler de ‘l’économie verte’ et de ‘mettre un prix à la nature’ comme nouvelles ‘alternatives’. Ces ‘alternatives’ sont adoptées et encouragées par les organes de l’ONU, par presque tous les gouvernements et toutes les sociétés transnationales mais, dans la pratique, aucun changement structurel ne se produit. On dirait que la formulation et la proposition d’alternatives font maintenant partie, plus que toute autre chose, du même modèle que ces ‘alternatives’ sont censées changer.

Y a-t-il une alternative au débat sur les ‘alternatives’? L’article d’Adolfo Maldonado raconte une expérience intéressante vécue en Équateur, sur la manière de traiter la situation de plusieurs milliers de communautés des pays du Sud, qui se retrouvent au milieu d’une crise très grave provoquée par des années d’activités destructrices dans leur région. Dans le cas de l’Équateur, ces activités sont l’industrie pétrolière et la plantation industrielle d’arbres fruitiers. Adolfo a travaillé pendant des années avec une communauté concernée, grâce à ce qu’on appelle la «Clinique environnementale», une initiative de l’organisation *Acción Ecológica* fondée sur la conviction que, si la nature est «malade», les gens aussi seront «malades». Dans la communauté concernée par cette initiative, l’alternative aux ‘alternatives’ s’appelle énergie *altérative*, une énergie capable de changer la vie des habitants de la communauté, en l’améliorant.

Dans la pratique, autour du monde, de nombreuses expériences uniques ont lieu dans beaucoup de pays, au niveau local, qui ont en commun le besoin quotidien des gens de changer leur vie en l’améliorant, en dépit d’une situation souvent adverse, comme l’est l’existence à proximité d’un grand projet destructeur. Ces expériences sont menées par les membres des communautés, par des groupes de femmes et de jeunes, par des organisations qui s’occupent de culture et par des mouvements sociaux, pour n’en citer que quelques-uns.

Un autre exemple est l’histoire du défi, dans un pays aussi complexe que l’Inde, de transformer les divers efforts pour améliorer la vie des membres de la communauté en un

mouvement politique plus vaste, qui vise le changement social et une transformation radicale. Il est impossible de ne pas aborder les énormes obstacles qui surgissent, quand on cherche des alternatives capables d'améliorer la vie des gens dans un pays qui – comme la plupart des pays – est dominé par le pouvoir de l'État, par un régime capitaliste au service des sociétés transnationales qui contrôlent l'économie de marché. Comment construire des 'alternatives' au sein d'un modèle dominant qui continue de détruire des modes de vie et des cultures?

Les obstacles sont donc de taille et, comme nous le voyons dans un des articles suivants, ils le sont surtout pour les femmes. L'article traite du défi qui se pose aux féministes des pays du Sud: ils doivent trouver de nouvelles modalités de féminisme qui tiennent mieux compte des réalités de la majorité des femmes touchées par le modèle destructeur mentionné et victimes de nombreuses formes d'oppression, et du fait même d'être des femmes. Relever ce défi implique aussi de surmonter la fragmentation des analyses que l'on fait, et aussi la fragmentation de nos combats.

Nous espérons que ce bulletin représentera une contribution modeste mais néanmoins utile à ce débat complexe mais nécessaire. Nous vous invitons à faire connaître votre point de vue et vos expériences à ce sujet. Et, bien entendu, nous vous souhaitons une bonne lecture!

REFLEXIONS A PROPOS DU DEBAT SUR LES 'ALTERNATIVES'

Une alternative aux 'alternatives'



Il y a une vieille plaisanterie aux USA sur un procureur qui commence à réunir des preuves contre la mafia de sa ville. Un jour, elle reçoit la visite mystérieuse de plusieurs messieurs bien bâtis, bien habillés et polis. Ils prennent leur temps pour s'installer confortablement

sur des chaises autour de son bureau. Une fois le café servi, leur leader s'éclaircit la voix et commence à parler:

«Permettez-moi de vous dire d'abord que je comprends ce que vous essayez de faire. Vous vous inquiétez de voir des tueurs à gages, des usuriers, des jeux d'argent illicites, de l'héroïne vendue dans la rue. Vous voulez faire quelque chose contre le détournement de pensions, le trafic de femmes pour la prostitution, les contrats de travaux publics obtenus par des gangsters qui gardent pour eux la plupart du budget, les restaurants brûlés pour n'avoir pas payé les extorqueurs, les témoins menacés. Vous n'aimez rien de tout cela, et je le comprends. Moi non plus je ne l'aime pas. Ce système a de gros problèmes. Mais ce que nous aimerions savoir, c'est quelle alternative vous proposez.»

L'histoire est amusante pour la même raison que la plupart des plaisanteries le sont: elle met à découvert une vérité innommable, uniquement pour l'utiliser comme prétexte pour trouver du plaisir dans le partage

En cette occurrence, la vérité innommable est que la plupart de ceux qui demandent aux activistes des 'alternatives' à la situation actuelle ne sont pas vraiment intéressés par des options de rechange. Ou, s'ils le sont, les seules 'alternatives' qui les intéressent sont celles qui risquent de les avantager, de renforcer l'oppression, ou de coïncider avec leur propre vision du monde. Comme les mafieux dans le bureau du procureur, ils essaient de vous intimider parce qu'ils se sentent menacés par ce que vous faites.

Les exemples abondent.

Il y a les parlementaires qui, ne pouvant pas répondre aux critiques concernant les politiques gouvernementales ratées, vous demandent quelle alternative vous proposez, tout simplement pour changer de sujet.

Il y a les entreprises géantes de plantation qui vous demandent quelle alternative vous proposez pour répondre à la demande, pour que vous arrêtiez de dire que l'alternative implique de mettre en question la demande elle-même.

Il y a les fonctionnaires de la Banque mondiale qui vous demandent quelle alternative vous proposez, afin de vous utiliser comme consultant non rémunéré à propos de projets destinés à renforcer leur propre pouvoir, tout en refusant avec cynisme d'accepter toute réponse qui ne comporte pas de postes pour leur personnel et la circulation de grandes sommes d'argent à travers l'institution.

Avec plus d'innocence, il y a des personnes qui, instinctivement, sympathisent avec les mouvements populaires mais qui, décontenancées par une profonde résistance qu'elles ne comprennent pas, se sentent obligées à demander quelle alternative vous proposez, parce qu'elles ne peuvent pas voir les alternatives qui existent déjà autour d'elles. En 1990, des journalistes européens ont demandé à des villageois thaïlandais, qui essayaient de stopper la construction du barrage de Pak Mun, quelle alternative ils proposaient au barrage. Les villageois ont patiemment répondu que les 'alternatives' étaient déjà là. Nous avons la pêche, ont-ils dit. Nous avons nos forêts communautaires. Nous avons nos champs. Nous avons nos temples, nos écoles, nos marchés. Le barrage endommagerait ou détruirait tout cela. Nous avons certainement des problèmes, ont-ils ajouté. Mais nous devons les résoudre

à notre façon, et le barrage emporterait ce qu'il nous faut pour ce faire.

La réponse serait probablement semblable à bien d'autres endroits où on lutte, non pas pour trouver une alternative flambant neuve mais pour protéger un processus de développement des options qui existent déjà. Dans la plaisanterie sur la mafia, l'alternative à la mafia est simple: point de mafia. Pour les villageois thaïlandais, l'alternative au barrage de Pak Mun est également simple: point de Pak Mun.

Cet exemple met en lumière une caractéristique fondamentale de bien des demandes d'alternatives: elles ne respectent pas les gens du peuple. On imagine que les 'alternatives' doivent être des projets bien réfléchis, minutieux, formulés par une poignée de personnes intelligentes pour que les leaders politiques les mettent en œuvre, et non des processus imprévisibles, en évolution permanente, enracinés dans la résistance des masses contre l'injustice insupportable, pleins de sueur, de douleur et d'erreurs, où chacun peut poser des questions à n'importe qui.

À cet égard, la demande habituelle d'une 'alternative' immédiate a souvent deux fonctions. La première: préserver l'illusion que l'action est la mise en œuvre de plans tout faits par les leaders. Les élites dirigeantes sont l'Esprit. Tout le reste n'est qu'un Corps passif. Et la deuxième: entraver toute tentative de construire des alternatives authentiques et ouvertes, puisqu'au cours du processus les gens du peuple seraient capables d'apprendre trop de choses sur le fonctionnement du monde. Si les élites aux abois peuvent vous convaincre que vous n'êtes pas qualifié pour protester parce que vous n'avez aucune 'alternative' toute prête à présenter, elles auront gagné la moitié de la bataille. Elles peuvent ensuite vous embrouiller avec des demandes de détails et des arguties sur des références et même finir par vous faire travailler pour elles.

Le philosophe slovène Slavoj Žižek l'explique bien quand il observe que l'exigence agressive et dédaigneuse d'une 'alternative', à laquelle les activistes sociaux se heurtent si souvent, «a précisément pour but d'éviter la véritable réponse, l'idée étant 'Dites-le à ma façon ou taisez-vous!'. Ainsi, la possibilité de traduire une protestation naissante en un projet concret est bloquée».

La demande, si souvent entendue, d'une 'alternative au capitalisme' n'est pas différente. Ce n'est pas par hasard que ceux qui parlent d'une 'alternative au capitalisme' – ou de l'absence d'alternative – sont bien souvent des capitalistes. Cela les arrange de présenter le capitalisme comme un 'modèle' intellectuel qui ne peut être menacé que par un autre 'modèle' intellectuel, et non par les combats interminables que mènent les opprimés depuis 500 ans.

C'est pourquoi, même si vous n'avez aucun schéma directeur tout prêt pour renverser totalement le capitalisme, les capitalistes préfèrent prétendre que vous en avez un. Parce que si vous l'avez, cela vous rend manipulable. Dans la question «quelle alternative proposez-vous?», le mot 'alternative' est singulier parce que ceux qui posent la question veulent détourner l'attention des activités qui donnent lieu à un changement politique réel, et qui sont plurielles.

Que faire devant ces manœuvres? Quelle est l'alternative aux 'alternatives'? Une possibilité

serait de transformer la question «Quelle alternative proposez-vous?» en un problème chaque fois qu'on vous la pose. Y répondre par une autre question, «Une alternative pour qui?». Refuser les questions élitistes du genre «Quelle alternative proposez-vous pour répondre à la demande mondiale d'huile de palme?», et s'efforcer pour que le public puisse discuter de questions comme «Comment est créée la demande d'huile de palme, et par qui, et aux dépens de qui?»

On pourrait de même remplacer, partout où c'est possible, la question «Quelle alternative proposez-vous» par cette autre: «Dans quel camp êtes-vous?», pour rappeler que les alternatives ne concernent pas uniquement les intellectuels et les leaders politiques, qu'elles sont déjà, et ont toujours été, examinées partout, et que la question est de savoir dans quels examens vous allez vous engager. La question péremptoire «Quelle alternative proposez-vous» vise souvent à écarter toute opposition au pouvoir établi, mais représente aussi un effort dissimulé de vous faire rejoindre les rangs des prétendus planificateurs experts. La loyauté à la démocratie implique de refuser cette invitation.

Larry Lohmann, The Corner House

larrylohmann@gn.apc.org

Les défis pour la lutte des femmes enracinées dans leur territoire: une approche décoloniale



Quand les grandes entreprises, les agences gouvernementales ou certaines ONG planifient et mettent en œuvre des projets d'extraction de pétrole ou de gaz, des barrages hydroélectriques, des routes, des plantations industrielles, des zones protégées et des projets de préservation des forêts (du type REDD+), des scieries industrielles et bien d'autres, qui doit supporter les inévitables effets sociaux et écologiques dont ces projets s'accompagnent? Aux dépens de qui sont mis en place des projets destinés – d'après leurs

promoteurs – à promouvoir le ‘développement’? Cet ‘intérêt national’ tant vanté par les gouvernements pour justifier des projets destructeurs des territoires et des communautés tributaires des forêts, c’est l’intérêt de qui? Le modèle économique hégémonique, avec le racisme et la discrimination qui lui sont propres, voit les communautés indigènes ou paysannes, les peuples de pêcheurs, etc., comme des espaces «subalternes» qui peuvent être exploités, rasés, restructurés en fonction des besoins d’accumulation de capital. Cette colonialité enracinée dans le pouvoir devient plus évidente encore quand on la regarde du point de vue du féminisme, mais d’un féminisme qui permette d’aborder l’oppression du corps et de la vie de ces femmes noires ou indigènes, qui cultivent ou qui pêchent. Il ne s’agit pas seulement de femmes. Dans leur situation dans le «système-monde» s’entrecroisent des oppressions de genre, de race et de classe.

Dans ce contexte, et grâce aux échanges permanents entre les luttes historiques des peuples pour leur autonomie et les penseurs critiques du milieu intellectuel, commence à surgir l’idée du féminisme par rapport à la décolonialité. La décolonialité concerne la dissolution des structures de domination et d’exploitation configurées par la colonialité du pouvoir (1). Cette idée encore débattue continue de changer et de s’enrichir grâce aux efforts de se débarrasser de ce système de pouvoir colonial, aux échanges d’expériences et aux dialogues avec le monde intellectuel critique. Le principal point de coïncidence de celles qui discutent du féminisme décolonial est peut-être le besoin de réviser le féminisme classique, hégémonique, et l’importance d’y inclure les regards et les voix des nombreuses traditions et oppressions qui sont tombées dans l’oubli au moment de raconter l’histoire des femmes.

Parallèlement, le féminisme noir ou de couleur des États-Unis a affirmé le besoin de comprendre qu’on ne peut pas expliquer l’oppression de la grande majorité des femmes en tenant compte du sexe uniquement, et qu’il fallait considérer aussi la race, la classe et l’hétérosexisme. Les organisations de femmes du Sud ont adopté cette opinion et l’ont complétée avec l’analyse de l’expérience coloniale imposée sur leurs territoires et leurs corps. Ce tournant décolonial permet de rompre avec la façon de comprendre le monde des sciences modernes occidentales et de l’eurocentrisme. En même temps, il permet d’inclure les savoirs communautaires, indigènes ou populaires urbains, que le système hégémonique a constamment ignorés pour essayer d’imposer une vision occidentale dominante.

Du féminisme autonome des années 1990 est issue une forte critique des tentatives d’imposition de programmes néolibéraux au moyen de la coopération pour le développement, de «l’institutionnalisation» du féminisme – transformé en pourcentages de «participation» des femmes dans les institutions gouvernementales – et, aussi, avec l’aide de nombreuses ONG. De la critique on est passé ensuite à l’analyse historique du colonialisme. Pour ce faire, il a fallu réfléchir à la définition du passé et aux racines des peuples traditionnels, ainsi qu’aux rapports de ces derniers avec un État-nation qui avait organisé ou essayé d’organiser la vie autour de cette vision.

Une seule vision de l’histoire?

Le regard féministe décolonial considère aussi que le système éducatif est au service de l’expansion du modèle occidental. Ce système éducatif a accompagné l’expansion de l’État-nation, la mise en œuvre des modèles libéraux et néolibéraux, il a façonné notre image du monde, il nous a appris ce qui est barbare, ce qui est dépassé, ce qui est

véritablement humain, quels types de rapports il faut avoir avec la nature, il nous a assimilés à la majorité des habitants du monde, il nous a inoculé une vision fabriquée par la matrice coloniale et la raison impériale.

Il faut chambouler toutes ces notions. Il faut réviser ce qu'on pense sur le savoir, sur la façon de déterminer l'histoire ou les histoires. Il faut récupérer les méthodes d'apprentissage, de production de savoir et de transmission des expériences d'une génération à l'autre. Il faut inclure d'autres voix pour pouvoir écrire d'autres histoires.

En quête de voies nouvelles

Le féminisme 'hégémonique' finissait par défendre une série de stratégies politiques qui, en fait, perpétuaient le modèle imposé par le régime colonial et par le bourgeois de race blanche. Par exemple, certaines rencontres féministes radicales des années 1970 considéraient que la libération des femmes allait se produire grâce à la technologie qui allait supplanter leur capacité de reproduction. En pensant cela, le féminisme reprenait l'idéal de la modernité, c'est-à-dire la domination de la nature, la suprématie de l'homme sur tous les êtres vivants de la planète, alors que c'est justement cela qui finit par opprimer la grande majorité des femmes et, en particulier, celles qui sont en plus indigènes, paysannes, noires, pêcheuses. Bien entendu, ce système technologique serait le résultat de la production capitaliste. Les premières à le critiquer ouvertement sont les féministes noires et de couleur, quand elles se demandent quelles sont celles qui feront les frais de la libération de quelques-unes. C'est à partir de là que l'on commence à analyser quelles sont les véritables bénéficiaires de cette vision féministe moderne et occidentale, c'est-à-dire celles qui occupent une place de privilège.

Dans la recherche de voies nouvelles, on mise sur un féminisme susceptible de reconnaître la réalité de la plupart des femmes du monde qui font face à des oppressions multiples, un féminisme qui puisse aussi surmonter la fragmentation des analyses et celle des luttes. L'approche décoloniale implique de s'engager dans des luttes féministes mais aussi dans des luttes antiracistes et dans celles qui soutiennent les mouvements indigènes et paysans. Ce que cette approche met en question est essentiellement l'interprétation d'une oppression fragmentée.

L'oppression des femmes enracinées dans leurs territoires ne se limitait pas à l'espace 'intime' du foyer. Dehors, dans l'espace de la plantation, de l'usine, du travail quotidien, les abus provenaient du patron, des entreprises, de ceux qui possèdent les moyens de production. Une étude fondée sur les témoignages des travailleuses des plantations de palmier à huile d'Indonésie a montré l'énorme effort que les femmes doivent faire pour assumer leur double obligation de travailler dans les plantations et d'accomplir leurs tâches ménagères (2). Une travailleuse a dit: «Le travail dans les champs [de l'entreprise] est très dur, il est très dur d'être une travailleuse agricole. Il faut accepter la chaleur et que la pluie vous tombe dessus. En plus de la responsabilité de la maison, il y a aussi le travail à l'extérieur, du matin au soir, et une fois de retour il y a encore les tâches ménagères à faire».

Les femmes enracinées dans leurs territoires travaillent du lever au coucher du soleil aux côtés de leurs compagnons, sont exploitées autant qu'eux, sont à la tête des combats,

s'occupent des enfants, des questions de santé, des semences, défendent leur territoire et ont dû faire face à la violence de l'État capitaliste et libéral, souvent avec des répercussions très graves. C'est là qu'on commence à comprendre que le système dominant dans lequel nous vivons aujourd'hui crée des oppressions corrélatives, des oppressions qui ne sont pas séparées les unes des autres. Les questions de genre sont liées à une position concernant la race et la classe, et aussi la place de l'humain. Cela donne lieu à des combats qui ouvrent des voies possibles vers une transformation radicale, solidaire et revendicatrice. Les femmes du peuple Mam de Quetzaltenango, au Guatemala, l'ont bien dit lors de leur deuxième rencontre en octobre 2014: «nous, les femmes, nous avons soutenu la vie et, aujourd'hui plus que jamais, nous nous engageons à lutter aux côtés des hommes pour donner une vie plus digne à nos fils et nos filles, à nos petits-fils et nos petites-filles; et nous y parviendrons en nous unissant en tant que femmes et en tant que peuple Mam». (3)

Plusieurs idées sur le féminisme décolonial sont extraites de l'article: Barroso, J. M. (2014). Feminismo decolonial: una ruptura con la visión hegemónica eurocéntrica, racista y burguesa. Interview de Yuderkys Espinosa Miñoso. Iberoamérica Social: revista-red de estudios sociales (III), p. 22-33. <http://iberoamericasocial.com/feminismo-decolonial-una-ruptura-con-la-vision-hegemonica-eurocentrica-racista-yburguesa>.

(1) Le sociologue péruvien Aníbal Quijano définit la «colonialité du pouvoir» comme un des éléments spécifiques du modèle de pouvoir capitaliste mondial. Ce modèle est fondé sur l'imposition d'une classification raciale/ethnique de la population du monde, et il s'applique à tous les niveaux, à tous les domaines matériels et subjectifs et à l'existence sociale quotidienne. La colonialité est différente du colonialisme. Ce dernier terme se réfère strictement à une structure de domination/exploitation où le contrôle de l'autorité politique, des ressources productives et du travail d'une population déterminée est exercé par une autre population de différente identité et dont le siège se trouve dans une juridiction territoriale différente. Néanmoins, cette structure n'implique pas nécessairement des rapports de pouvoir racistes. Voir : <http://www.jwsr.org/wp-content/uploads/2013/05/jwsr-v6n2-quijsano.pdf> .

(2) Panorama des plantations industrielles d'arbres dans les pays du Sud, http://wrm.org.uy/es/files/2013/01/EJOLT3_ESPs.pdf.

(3) Guatemala: déclaration de la deuxième rencontre des femmes du peuple Mam de Quetzaltenango, <https://generoymineriaperu.wordpress.com/2014/10/21/guatemala-declaracion-de-las-mujeres-del-pueblo-mam-de-quetzaltenango-en-el-marco-de-nuestro-ii-encuentro/>.

Énergies 'altératives': quand la seule 'alternative' est la transformation intégrale



Dans les communautés de la frontière entre l'Équateur et la Colombie, qui vivent sous l'influence du conflit armé, de la production industrielle de narangille infestée de produits toxiques et/ou de l'activité pétrolière, et qui vivent donc au milieu de la contamination, le tissu social s'est retrouvé dans des situations limites. En Équateur, ces dix dernières années, 8 688 personnes se sont suicidées; la plupart étaient des jeunes, surtout des femmes, et appartenaient souvent au milieu rural. Néanmoins, on estime que pour chaque suicide déclaré il y en a quatre autres qui n'ont pas été enregistrés comme tels, et vingt tentatives. La pauvreté, créée comme moyen de domination, a fait fuir des milliers de familles qui ont perdu leurs rêves.

C'est pourquoi nous pourrions nous demander quelle énergie, quelle joie peuvent avoir les communautés paysannes et indigènes, pour que leurs membres souhaitent éteindre la lumière de leur vie, ou ne plus enfanter.

La Clinique environnementale

En 2006, après avoir vu que les dessins des enfants touchés par la violence du conflit colombien passaient de la couleur au noir et blanc, et qu'ils peignaient des visages sans yeux, sans oreilles et sans bouches, comme s'ils ne voulaient pas voir, ni entendre ni parler, nous avons décidé de créer un espace destiné à réparer le tissu social à partir de la joie et de l'art, reconstituer les relations familiales et les liens avec la nature grâce à l'affection, et reconstruire la personne au moyen de la formation. C'est ainsi qu'en 2008 apparaît ce que nous appelons la Clinique environnementale. Nous l'appelons clinique, qui veut dire 'lit' en grec, parce qu'il faut soigner la nature malade pour que la population reste saine. C'est un lieu de débat où des professionnels de diverses disciplines se penchent sur les problèmes de la population, semblable aux Cliniques des droits de l'homme qui existent dans quelques facultés de Droit, mais à caractère multidisciplinaire.

Parmi ses travaux, la Clinique a mené des recherches avec les communautés concernées, qui nous ont permis de connaître les chaînes d'agression qu'elles avaient subies. À Pimampiro-Loma de Tigre, par exemple, on a pu constater que, derrière les diverses maladies qui guettaient la population, on distinguait clairement l'exposition multiple à la

pauvreté, à la violence, à la tristesse et à la peur. Et derrière celles-ci, on décelait la construction des privilèges que les entreprises pétrolières accordaient à quelques-uns, grâce au dépouillement et à la destruction du tissu social et, parallèlement, de l'estime de soi, de la solidarité, et des valeurs et principes qui avaient donné à la communauté sa cohésion. Cependant, le plus évident de tout a été que tout ce processus démarrait avec l'imposition de politiques extractivistes qui, des décennies durant et jusqu'à aujourd'hui, ont fait passer l'activité industrielle avant la garantie des droits, avec l'aide de la présence militaire déployée pour assurer l'exploitation. Les étapes du processus sont l'imposition, le dépouillement et l'exposition.

Ainsi, en cherchant ensemble à retrouver, construire, maintenir et réaffirmer cette 'énergie-lumière' collective, nous avons abouti à des propositions d'énergies non pas alternatives mais 'altératives', c'est-à-dire capables d'altérer notre vie pour l'améliorer.

Chez certains peuples indigènes on considère que les communautés doivent être petites, pour que tous leurs membres, y compris les enfants, aient la capacité de décider. C'est le processus de décision qui est transformateur, parce qu'il augmente l'estime de soi et permet d'assumer des responsabilités. Cela remue notre énergie intérieure, fait naître l'enthousiasme, la passion et le développement de capacités. Dans un processus de développement d'alternatives 'altératives', l'important n'est pas tellement l'idée elle-même mais l'adoption de cette idée, son adaptation aux besoins et au milieu.

Le projet Huipala: un système de réparation intégrale altérative de la communauté

Pour mettre en place le projet Huipala (1) nous avons décidé de créer 7 niveaux de travail, à partir de l'horizon de la réalité où nous vivons et en allant vers l'horizon utopique que nous souhaitons atteindre. Chaque étape est un pas en avant vers cette utopie: 0. La Réalité; 1. Ne pas polluer; 2. Ne pas gaspiller; 3. Décontaminer; 4. Réduire la consommation; 5. Enrichir; 6. Progresser; 7. Profiter de la vie. Mais nous prévoyons aussi trois grandes colonnes: le niveau personnel, le niveau familial et le niveau communautaire. Nous estimons qu'il faut leur accorder une importance particulière, parce que ces espaces ont été profondément fragmentés par un système économique où seul l'argent est important, et où la seule richesse est monétaire.

La signification de la richesse

Un plat peut être bon sans être cher; ce que nous apprécions, c'est qu'il est riche en saveurs. Une personne peut être riche d'expériences parce qu'elle a vécu longtemps ou intensément, et n'avoir pas d'argent. Un sol riche en nutriments est celui qui les contient en abondance, sans avoir pour autant une plus grande valeur économique; une organisation peut s'enrichir si elle multiplie les rapports entre ses membres, et elle peut s'appauvrir et disparaître quand elle reçoit des ressources économiques. De nombreuses personnes qui vivent dans la forêt se croient pauvres parce qu'elles

n'ont pas d'argent, mais elles vivent entourées de la plus grande diversité du monde. Il ne faut pas confondre la valeur et le prix.

Sur le plan personnel, nous avons considéré les connaissances, les compétences et les attitudes, et nous avons prévu une colonne pour chacune afin que la construction de rapports entre les trois nous rapproche de la COHÉRENCE. Sur le plan familial, nous avons décidé de considérer le mode de production, les critères de commercialisation et les énergies employées, afin que la relation des sols avec les semences, les plantes, les animaux et les personnes permette d'atteindre une ÉTHIQUE. Sur le plan communautaire, nous avons considéré la construction de relations au sein du tissu social et avec le territoire, grâce à l'organisation et à la joie, afin de créer une ESTHÉTIQUE propre à chaque endroit, qui lui donne une identité.

Ainsi, le projet Huipala est représenté par une grille où l'on passe, sur le plan personnel, de l'ignorance à la valorisation des savoirs qu'on possède, de la sensation d'incapacité à la création artistique, et de l'égoïsme à la solidarité. Dans le domaine familial, on passe de la monoculture comme mode de production à l'intégralité de la ferme où il existe des rapports entre les sols, les diverses plantes, les animaux, etc.; de la négligence dans la commercialisation à l'autogestion, et de l'usure énergétique à la participation, avec des énergies non seulement alternatives mais altératives, c'est-à-dire capables de modifier la vie pour l'améliorer. Et dans le domaine communautaire, l'idée est de passer de la peur à la joie et de la fragmentation du tissu social à la consolidation d'une organisation qui voit le besoin d'aborder les problèmes et qui dispose des outils nécessaires pour les résoudre.

Après 5 années de travail, nous avons réfléchi à ce que nous étions en train de faire et, au cours de plusieurs réunions, nous avons défini ce qui devrait figurer dans chaque case. C'est ainsi que nous avons structuré ce projet. Nous avons identifié plusieurs étapes à suivre, comme les plans de formation personnelle qui nous aident dans ce processus. Nous avons dressé les plans des propriétés, pour pouvoir identifier les rapports entre les cultures, la forêt, le bétail et les enclos pour la production d'engrais; nous avons dressé aussi les plans de la communauté pour identifier les endroits à risque, les zones à protéger, les miradors pour observer les étoiles, les arbres à préserver, etc., afin de pouvoir relier les divers aspects de la vie aujourd'hui fragmentée.

Nous avons organisé des marchés pour valoriser nos semences et pour apprendre que les récoltes sont faites pour nous nourrir, et pas seulement pour être vendues. On parle d'éco-gastronomie, de *mingas*, d'énergies altératives qui nous aident à ne pas polluer les sols, mais aussi de la possibilité de faire des études qui permettent de réfléchir aux problèmes pour commencer à chercher des solutions. Pour la décontamination, nous avons adopté des thérapies comme le reiki (3) pour les adultes, les enfants et les plantes. Nous proposons que la famille prenne ses décisions au consensus, et non par l'imposition du 'chef', et que l'on récupère des expériences basées sur la générosité et l'échange, comme le troc, sans intervention de l'argent.

Dans la dure escalade vers l'utopie, on se tourne davantage vers les technologies maison,

vers la distribution équitable du temps de repos au sein de la famille, vers la récupération des sols et des fermes intégrées, vers les modes d'expression propres aux jeunes, vers la gestion communautaire de l'eau et de la forêt mais aussi des conflits. La souveraineté énergétique est perçue comme un défi; les potagers ludiques, les marchés locaux; le journalisme est mis en valeur, ainsi que les festivals artistiques comme lieux d'expression, et la mobilisation est considérée comme indispensable pour la réparation sociale et environnementale.

Au 7e niveau de travail, le dernier, figureraient les activités de l'horizon utopique que chaque communauté se propose d'atteindre, où toutes les expériences seraient profitables et le travail deviendrait agréable car il permettrait de transformer la réalité pour atteindre l'horizon souhaité.

Ce projet Huipala ne prétend pas devenir universel, car il a été élaboré pour répondre aux besoins de la population d'un secteur déterminé de l'Amazonie équatorienne et pour s'attaquer à certains problèmes en particulier. Pour pouvoir utiliser la grille à un autre endroit, il faudrait travailler avec les personnes concernées pour voir comment passer de l'horizon réel à l'horizon utopique auquel on aspire; il faudrait donc connaître leurs rêves et les considérer comme le point d'arrivée.

	COHÉRENCE			ÉTHIQUE			ESTHÉTIQUE	
	PESSOAL			FAMILIAR			COMUNITARIA	
	CONNAISSANCES	HABILITÉS	ATTITUDES	PRODUCTION	COMMERCIALISATION	ÉNERGIES	JOIE	ORGANISATION
7. Profiter de la vie								
6. Progresser								
5. Enrichir								
4. Réduire la consommation								
3. Décontaminer								
2. Ne pas gaspiller								
1. Ne pas polluer								
La Réalité								
	Relations d'intégrer la personne			Relation entre le sol, les plantes, les animaux et les gens			Les relations entre les générations et avec le territoire	

Nous avons choisi pour cette grille les couleurs de la Huipala (pour voir la version couleur,

accéder au lien ci-dessous), raison pour laquelle nous avons donné ce nom au projet. En le faisant, nous avons remarqué que ces couleurs coïncidaient avec celles des *chakras* ou centres d'énergie du reiki, c'est pourquoi nous avons mis, dans la colonne de droite, les symboles de ces *chakras* et ce qu'ils représentent (la terre, l'eau, le feu, l'air, l'éther, la lumière et l'espace), parce qu'ils symbolisent aussi nos rapports avec la nature et avec le monde des énergies, des croyances, des perceptions, et nous aident à rendre la matrice circulaire et à rejoindre le commencement.

Réflexions finales

Dans les endroits où les activités extractives sont imposées, les entreprises ont tendance à utiliser les mêmes outils que les nazis ont utilisés dans l'holocauste et que Primo Levi a parfaitement décrits: 1) ridiculiser la population; 2) hiérarchiser les outrages; 3) détruire l'estime de soi, et 4) rompre les mécanismes de défense politique et morale ou de justice dont les organisations pourraient se servir pour se défendre. Je laisse pour la fin un cinquième élément qui est en fait le premier, celui qui fait démarrer tout le processus d'appauvrissement: la rupture de la solidarité intérieure des communautés, qui se fait en coupant les liens du tissu social et les liens avec la nature environnante. C'est pourquoi, aujourd'hui plus que jamais, l'objectif n'est pas seulement de récupérer cette solidarité fracturée, mais de la radicaliser.

Adolfo Maldonado, salud@accionecologica.org
Clínica Ambiental, Acción Ecológica

Vous trouverez davantage d'information sur le projet Huipala dans l'Alerte Orange n° 7 de la Clinique environnementale: http://www.clinicambiental.org/index.php?option=com_content&view=category&layout=blog&id=3&Itemid=5

- (1) Huipala: drapeau aux couleurs de l'arc-en-ciel qui, dans les pays andins, représente les peuples indigènes.
- (2) Minga: ensemble d'activités collectives où la communauté se réunit pour faire un travail d'intérêt commun.
- (3) Reiki: méthode japonaise de soins par apposition des mains.

La lutte pour les forêts de l'Inde: en quête d'alternatives



Dans le monde entier, les mouvements sociaux qui s'opposent aux attaques néolibérales contre la nature et contre les divers régimes de propriété commune doivent se coller avec l'épineuse question des 'alternatives'. La revendication de ces 'alternatives' est provoquée le plus souvent par les défenseurs de l'économie du libre-échange et même par une section de la gauche dominante, comme si le modèle néolibéral de développement économique était toujours une donnée de base, destinée à alimenter et à contrôler l'idée que la nature, les forêts comprises, est là pour être saisie et utilisée. Ce court article examinera la question des 'alternatives' dans le contexte limité des forêts indiennes, afin de mieux comprendre trois choses: 1. quel(s) sens on peut raisonnablement attribuer à la notion d'alternatives; 2. si la résistance populaire apprécie et intègre ces 'alternatives' comme des options valables; 3. si ces alternatives, une par une ou ensemble, offrent la possibilité d'une transformation sociale, en dominant, là où elles sont appliquées, les relations de production capitalistes; et aussi, à un niveau plus général, si elles supposent une transition vers une économie, une société et un ordre politique plus égalitaires et post-capitalistes.

Qu'est-ce qu'une alternative?

Dans le contexte de l'Inde, le sens le plus répandu est celui d'une 'économie villageoise indépendante', qui découle surtout du concept gandhien du *Gram Swaraj*. Celui-ci implique, en essence, un retour aux formations sociales précapitalistes (et précoloniales), où les forêts et la terre n'avaient pas de propriétaires privés. Cela implique aussi, dans le cas des peuples indigènes *adivasi* (1), le retour à un état plus 'naturel' de la société, où les cycles de la nature façonnent le système de production et, partant, le régime économique et social. Le plus souvent, ce retour est intrinsèquement lié aux systèmes de croyances religieuses des communautés.

Le retour à l'économie villageoise indépendante ou aux biens communs forestiers

Les deux ont leurs racines dans l'histoire. Néanmoins, il n'est pas certain que, dans l'Inde précoloniale, les forêts et les zones non cultivées, comme les herbages et les broussailles, aient été des 'biens communs', que Marx dénommait propriétés 'communales', sur lesquelles il existait une 'possession en commun'. Il ne s'agissait pas de propriétés privées, puisque ceux qui les utilisaient n'avaient pas de droits exclusifs ou privés, codifiés ou non, sur elles (2). Ceci est important parce que les savants et les activistes ont tendance à

considérer qu'à l'époque précoloniale toutes les forêts étaient des propriétés communales ou communes dont le régime colonial s'est emparé pour les commercialiser (3). Or, ces dernières années cette notion de régimes communs inchangés dans les forêts a été sérieusement mise en échec, une série de preuves historiques ayant montré de façon concluante que la commercialisation des forêts et la génération d'excédents étaient présentes dans les sociétés précoloniales (4).

Il serait peut-être prudent de dire que, du moment que l'Inde précoloniale était un espace géo-écologique très vaste et peu peuplé, beaucoup de variantes sociales et écologiques pouvaient coexister, sans être dominées les unes par les autres ou sans disparaître entièrement sous la pression.

Défendre ou réinventer les biens communs forestiers

Un autre sens courant du terme 'alternative' découle des luttes pour continuer à défendre les forêts et la nature comme des biens communs *de facto*, quelle que soit la situation actuelle concernant leur propriété ou leur possession. Beaucoup de personnes qui luttent, au centre et dans l'est de l'Inde, contre de grands projets (surtout miniers et hydroélectriques, mais aussi des projets officiels de 'conservation des forêts', qui ouvrent ces étendues au tourisme et à d'autres formes de commercialisation des services des écosystèmes), partagent cette idée, surtout parce que ces projets menacent les forêts qui sont la base de leurs activités de subsistance. Il s'agit d'une alternative *in situ* ou qui est déjà là: si la communauté réussit à défendre les forêts contre l'invasion de l'extérieur, elle aura des forêts vivantes au lieu de forêts mortes ou détruites.

La réinvention des biens communs forestiers dans le cadre de l'État est un phénomène relativement plus récent. Il provient surtout de programmes étatiques comme la 'gestion conjointe des forêts' et, plus récemment, de la 'loi sur les droits forestiers' qui légitime la notion de la propriété communale des biens communs forestiers. En théorie, l'existence de propriétés communes reconnues par l'État est un paradoxe, puisque le même État qui transfère systématiquement de larges étendues de forêts à de grandes entreprises accorde aussi à des institutions communautaires le droit de rejeter ces transferts (bien que, du point de vue légal, la réalité sur le terrain soit différente).

Ces dernières années, en profitant de la 'loi sur les droits forestiers' (la FRA d'après l'anglais), plusieurs mouvements sociaux de l'Inde se sont centrés sur la création ou la réinvention de nouvelles forêts communales, dans l'espoir que, en plus de garantir les moyens de subsistance existants, elles offriront aux gens de nouvelles possibilités économiques. C'est aussi, en quelque sorte, un appel à la création d'économies villageoises indépendantes. Néanmoins, la plupart de ces nouvelles initiatives sont trop dépendantes des institutions et des processus de l'État. L'expérience des villages de Menda-Lekha, au Maharashtra (voir ci-dessous) en est un bon exemple.

Des alternatives à quoi? Comment les mouvements les perçoivent

Ces divers sens des 'alternatives' sont en grande partie hypothétiques. Il est difficile de savoir combien des luttes contemporaines pour les forêts de l'Inde se voient elles-mêmes comme des 'fournisseurs d'alternatives'. Tandis que pour la plupart il s'agit d'un combat pour survivre (les communautés que les grands projets menacent de déplacer) ou pour

obtenir des bénéfices économiques immédiats (les ressources forestières communautaires reconnues par l'État), pour d'autres c'est une affaire de survie biologique et d'intégrité spirituelle et culturelle (la lutte de Niyamagiri à Odisha) (5). Malgré cela, les mouvements pour les forêts, même s'ils n'ont pas souvent bien organisés et restent limités, sont perçus aussi comme des luttes contre un État coercitif et contre divers pouvoirs féodaux et capitalistes.

Les luttes populaires pour les biens communs: Medha-Lekha, Niyamagiri et d'autres

On ne sait pas avec certitude combien de mouvements sociaux sont aujourd'hui actifs dans les forêts indiennes: en plus de quelques groupes ou processus qui font partie des diverses alliances connues, il existe de nombreux mouvements locaux qui se limitent parfois à un seul village. Les villages jumeaux de Menda et Lekha, au Maharashtra, sont l'exemple le plus célèbre de la lutte pour les biens communs. Un travailleur *Sarvodaya* (6) et son équipe ont travaillé pendant des années avec les villageois pour mettre en place un régime fonctionnel, une méthode de fonctionnement et de prise de décisions collectifs empruntée au passé des *adivasi* mais encore fortement enracinée dans le présent. Cette méthode a créé (ou restauré) les forêts communales et utilisé la FRA comme stratégie pour obtenir la reconnaissance de l'État. C'était la première fois où l'État indien reconnaissait la propriété commune des forêts. Une des raisons pour lesquelles il a donné son autorisation était la présence de guérillas maoïstes dans les forêts de Gadchiroli où Menda-Lekha est situé: la politique déclarée de l'État consiste à utiliser la législation favorable aux pauvres, comme la FRA, pour contenir ce qu'il considère comme une insurrection maoïste.

La question des excédents

Les habitants de Menda-Lekha se heurtent à la forte opposition d'une section des fonctionnaires du Ministère des Forêts, à celle des puissantes papèteries Ballarpur qui ont des droits monopolistiques sur les forêts de bambous locales, et même à celle des maoïstes, qui ont menacé les villageois et les *Gram Sabhas* (7) de conséquences désastreuses si le bambou n'était pas donné à la papèterie à laquelle ils extorquent de grosses sommes (8). Mais l'ironie de la situation réside dans le fait que Menda-Lekha survivait grâce aux excédents, c'est-à-dire au produit de la vente du bambou sur le marché. Le *Gram Sabha* utilise une petite partie de cet argent à payer les salaires de ses membres qui travaillent comme gardes forestiers ou qui assurent d'autres tâches. Le reste va alimenter un fonds général destiné aux travaux de développement et à bien d'autres fins, suivant les décisions du *Gram Sabha*. Les villageois ont décidé de supprimer la propriété privée de la terre: ils ont donné leurs terres au *Gram Sabha* pour rendre plus fort le régime de propriété commune.

Des situations semblables sont maintenant fréquentes au Maharashtra, en Orissa et au Bengale occidental. Les communautés sont en train de prendre conscience du potentiel monétaire (autrement dit, la génération d'excédents) de leur propriété communale. À certains endroits ce sont les feuilles de *tendu*, à d'autres ce sont le sable et le gravier des fleuves locaux qui sont vendus car ils sont très demandés comme matériaux de construction.

Là où il y a un surplus qui peut être vendu comme produit commercialisable, il faut un propriétaire qui en contrôle la production. Comment une communauté entière peut-elle en

être propriétaire, en particulier dans une économie de marché? Quand de grandes sommes d'argent sont en jeu, est-ce que la propriété du surplus et le contrôle de la production ne vont pas devenir des causes de discorde et augmenter (ou créer) des inégalités et des disparités, même dans une situation de propriété 'communale'? Le commerce ne va-t-il pas prendre le dessus et créer une nouvelle classe de privilégiés? (9). Ces questions deviennent très pertinentes quand on examine la grande variété de propriétés communales qui existe à ce jour. Dans les États indiens du nord-est, par exemple, la propriété et les droits communaux permettent souvent la vente sur le marché de ressources qui appartiennent à la communauté. Le marché a trouvé un allié au sein des communautés, représenté par l'élite qui monte dans l'échelle financière (leaders claniques, chefs des villages), et le résultat est non seulement la dégradation environnementale mais aussi l'aggravation des différences de classe dans ce qui était naguère une 'communauté'.

Une manière d'éviter ce problème serait de développer les marchés locaux ou de participer à des marchés plus grands sous la supervision communale. Une autre réponse pourrait être de rejeter directement les marchés extérieurs, vu les inconvénients qu'ils comportent. La 'lutte de Niyamagiri' a choisi cette réponse lorsque les *Dongria Kondhs*, une communauté *adivasi*, ont évité l'attaque concertée de l'État et du pouvoir des grandes entreprises contre leurs forêts et leurs terres soumises à la culture itinérante communale (et aussi contre leur montagne sacrée dénommée Niyamagiri, demeure du *Raja Niyama*) dans la chaîne de montagnes d'Eastern Ghats, située le long de la côte orientale de l'Inde (10).

Il n'y a peut-être pas une réponse unique à ces questions, incertitudes et paradoxes qui ne cessent de faire surface à mesure que de nouvelles luttes apparaissent et que des mouvements d'un type nouveau voient le jour. On ne peut qu'attendre, mais pas passivement. Malgré les confusions idéologiques et les dangers que comportent aussi bien la cooptation que la répression, le mouvement pour les biens communs comme option 'alternative' au capitalisme et à l'oppression de classe gagne du terrain en Inde.

Les biens communs forestiers comme alternative politique au capitalisme: une nouvelle pratique 'de gauche'?

Malgré les nombreuses questions et contradictions non résolues, la tâche de réhabiliter ou de récupérer les 'biens communs' devient de plus importante pour les mouvements forestiers indiens.

L'appel à la révolution: une voie nouvelle

Début 2013, quatre organisations membres de l'alliance de mouvements sociaux Campagne pour la survie et la dignité (CSD), qui militaient en faveur de la FRA, ont publié un 'manifeste' pour présenter une nouvelle organisation dénommée 'Nouvelle voie' (*New Path*), dans le but de faire avancer le processus révolutionnaire en Inde (11). Le 'manifeste' soulignait le besoin d'associer la lutte du peuple et la transformation révolutionnaire dans le contexte indien. Il affirme que «la Nouvelle voie n'est pas un parti révolutionnaire traditionnel et ne prétend pas le devenir. C'est une formation politique qui, au moyen de la lutte, cherche des occasions d'affaiblir l'hégémonie bourgeoise dans ce pays».

Avant ceci, le Forum national des peuples et des travailleurs des forêts (NFFPFW), une alliance aujourd'hui disparue à tendance ouvertement gauchiste, avait interprété les luttes

pour les forêts et les luttes de classe des producteurs primaires contre le capitalisme, l'oppression ethnique et de caste, et contre l'hégémonie de l'État sur les ressources naturelles. Néanmoins, le manifeste de la Nouvelle voie est de loin le message politique le plus directe et 'gauchiste' produit en Inde par un mouvement social. Le 'manifeste' lance un appel plutôt générique pour l'établissement 'd'une société de producteurs associés libres': «La révolution... doit transformer la société entière et non seulement les producteurs... le processus révolutionnaire doit viser à démolir le pouvoir de la classe dirigeante et celui de l'État, mais non seulement de l'État formel... il doit chercher à écraser le pouvoir de la classe dominante et à construire le pouvoir collectif des producteurs». Ceci rappelle les objectifs politiques du NFFPFW (qui étaient pourtant plus centrés sur les forêts) (12): «Au moyen de ces luttes, le NFFPFW essaiera de faire en sorte que les producteurs primaires aient le contrôle social des forêts et autres ressources naturelles du pays. Le NFFPFW appelle contrôle social la gestion équitable et absolument décentralisée des ressources par tous les producteurs primaires... Le contrôle social équitable des ressources contribuera aussi à mettre fin à l'exploitation d'une classe par ne autre, à la dissolution définitive du système des castes et à la discrimination à l'égard des femmes...». Bien que beaucoup de choses n'aient pas été dites, le 'manifeste' est vraiment un document historique. En mettant en question les raisons de la prise du pouvoir de l'État dans un régime capitaliste, il met en question aussi, indirectement, la guerre maoïste, qui établit un nouvel État à la place de l'ancien.

Pour bien cerner la problématique: les questions politiques cruciales

Pourtant, le manifeste de la 'Nouvelle voie' parle très peu de la stratégie et du programme d'action: il ne dit rien sur la façon dont les divers mouvements, fortement localisés, vont se réorienter comme catalyseurs du changement politique et social, au-delà de leurs visées spécifiques et des frontières géographiques; surtout, il ne dit pas si ces mouvements ont une perspective définie concernant l'État et le capital. Les questions d'organisation et de prise de décisions ne sont pas abordées. Comment les luttes locales pour les biens communs vont-elles converger et s'unir du point de vue politique? Quel processus organisationnel permettra de conserver le caractère local de ces luttes, tout en étant efficace au-delà du niveau local?

Pour essayer d'identifier les principaux problèmes organisationnels et politiques, une autre alliance, le Forum des mouvements pour les forêts de toute l'Inde (AIFFM), récemment issu du NFFPFW, signale que tout engagement (y compris les négociations probables) avec l'État, sur quelque question que ce soit, doit être évalué du point de vue politique et stratégique avant que le mouvement y souscrive. Un brouillon de document politique qui circule au sein de l'alliance met l'accent sur les rapports entre le processus organisationnel de tout mouvement de masse et sa politique, pose des questions pertinentes: **si les mouvements pour les forêts essaient de donner une interprétation marxiste aux processus de production dans les forêts, se demandent-ils comment utiliser cette interprétation dans la lutte pour une plus grande transformation sociale? Ou bien, comment les organisations de base anticipent-elles une lutte plus grande et unifiée contre le capital?** Ces questions figurent rarement à l'ordre du jour, signale le document, et les alliances pourraient ne pas réussir à communiquer leurs idées politiques au-delà de ceux qui ont un passé marxiste/socialiste en commun. En commentant le processus NFFPFW/AIFFM, le document dit qu'il a fallu une décennie de lutte pour que les gens commencent à prendre position: aujourd'hui, de plus en plus de personnes comprennent

que la bataille pour les forêts est politique et que le peuple n'obtiendra le pouvoir qu'au moyen d'une longue bataille rangée contre l'État, le capital et d'autres forces. Le document conclut: «À présent, nous nous trouvons dans une position plus cohérente et nous pouvons dire que cette position n'est pas celle d'une poignée d'entre nous seulement, qu'elle est également celle des mouvements populaires... **il devient important de décider comment nous voyons ce forum: une alliance démocratique qui, du point de vue organisationnel, est anarchique, ne nous conduira pas à notre vision politique. Au contraire, elle nous empêchera d'y arriver** [c'est moi qui souligne] ...nous comprenons qu'il y aura, pendant quelque temps, des incertitudes concernant les problèmes organisationnels et politiques... dans un pays aussi complexe et pluriel que le nôtre, les perceptions et les pratiques des personnes, et donc des mouvements, varient beaucoup. Nous essaierons d'accommoder cette pluralité de perceptions et de pratiques pour essayer d'atteindre un accord politique général».

Soumitra Ghosh est membre du North Bengal Forum of Forest People and Forest Workers (NBFFPFW) et du All India Forum of Forest Movements (AIFFM).

Adresse électronique: soumitrag@gmail.com.

(1) *Adivasi* est un terme générique qui désigne des peuples indigènes hétérogènes de l'Inde.

(2) Habib. I., *Marx's Perception of India* dans *Essays In Indian History*, Delhi, 1995.

(3) Ibid., et aussi Rangarajan M. et Sivaramakrishnan K., *India's Environmental History*, Introduction, note 2 ci-dessus. Voir aussi Guha S., *Claims on the Commons: Political Power and Natural Resources in Pre-Colonial India*, *ibid.* Dans une étude qui pousse à réfléchir, sur les folklores associés aux forêts sacrées de Kerala: *Folk Models of the Forest Environment in Highland Malabar*, volume 2, *India's Environmental History*, Rich Freeman suggère que les communautés indigènes des montagnes de Malabar ne considéraient pas leur environnement forestier comme un paradis écologique; l'utilisation et la perception des forêts était marquée par de profondes divisions de caste et de classe.

(4) Habib, *ibid.*, et aussi *Ecological History of India*. Singh, C.: *Forests, Pastoralists and Agrarian Society in Mughal India*, dans *Nature, Culture, Imperialism: Essays on the Environmental History of South Asia*, édité par David Arnold et Ramchandra Guha, Delhi, 1999.

(5) <http://wrm.org.uy/articles-from-the-wrm-bulletin/section1/india-forest-struggles-at-the-crossroads/>.

(6) Des gandhiens de l'Inde indépendante qui luttent pour obtenir que l'autodétermination et l'égalité parviennent à toutes les couches sociales du pays.

(7) D'après la 'Loi sur les droits forestiers', le *Gram Sabha* est l'assemblée ouverte de tous les adultes qui habitent un 'gram' ou village. Bien que, en théorie, il soit convoqué par le *Gram Panchayat*, institution de gouvernement local dans les villages ou les petites villes de l'Inde, dans la 'Loi sur les droits forestiers' le *Gram Sabha* est un organe indépendant. Il peut exister dans toutes les zones boisées peuplées par des Tribus enregistrées ou par d'autres habitants traditionnels des forêts, même quand ces établissements forestiers ne sont pas officiellement reconnus comme des villages.

(8) Pallavi, A., *Don't Say Bamboo*, dans *Down to Earth*, 24 mai 2012,

<http://www.downtoearth.org.in/content/don-t-say-bamboo>. Voir aussi Pallavi A., *Mendha Lekha Residents Gift all their Land to Gram Sabha*, dans *Down to Earth*, 7 septembre 2013, <http://www.downtoearth.org.in/content/mendha-lekha-residents-gift-all-their-farms-gram-sabha>.

- (9) Par exemple, les *Gram Sabhas* d'Orissa sont en train de constater qu'il est extrêmement difficile de s'attaquer à un marché sur lequel ils n'ont aucun contrôle réel. Voir Mahapatra, R. et KumarSambhab, S., *Bamboo Rising, Down to Earth*, 31 janvier 2013, <http://www.downtoearth.org.in/content/bamboo-rising>.
- (10) <http://wrm.org.uy/articles-from-the-wrm-bulletin/section1/india-forest-struggles-at-the-crossroads/>.
- (11) <http://kafila.org/2013/05/24/new-path-manifesto-of-a-new-initiative/>.
- (12) NFFPFW, *The struggle of Forest Workers*, Nagpur, 2002.

LES GENS SE METTENT A L'OEUVRE



Déclaration du Sommet des Peuples face au changement climatique, Lima, Pérou

Le Sommet des Peuples a eu lieu du 8 au 11 décembre à Lima, Pérou, pour s'opposer aux fausses solutions dont on débattait dans les pourparlers de l'ONU sur le climat. Tout en rejetant les processus de privatisation et de financiarisation de la nature, le Sommet réclame « la reconnaissance de la propriété territoriale des communautés qui ont toujours vécu dans ces terres ». De même, le Sommet n'accepte pas « le contrôle extérieur des territoires, ni les processus de négociation et d'adoption de fausses solutions au problème du climat ». La déclaration considère que les mécanismes du marché du carbone, REDD+, les agrocarburants, les barrages hydroélectriques, etc., sont des stratégies pour accroître l'accumulation de capitaux. Pour lire la déclaration (en espagnol) veuillez visiter :

<http://cumbrepuebloscop20.org/es/conozca-la-declaracion-de-lima-y-su-entrega-la-cop-20>.



Action en justice pour défendre les droits de la nature du páramo de Tangabana

L'organisation écologiste équatorienne *YASunidos*, avec *Acción Ecológica* et la Pastorale indigène de Chimborazo, ont intenté une action en justice pour protéger les droits de la nature du páramo de Tangabana, que protège la Constitution équatorienne, contre les dégâts provoqués par une grande plantation de pins faite en 2013 dans

des écosystèmes aussi fragiles que la forêt sempervirente de haute montagne et le páramo de Pallo-Tangabana.

La grande majorité s'y oppose, avec l'appui d'organisations de peuples indigènes et de communautés en lutte, qui sont celles qui connaissent le mieux l'écosystème des montagnes andines et qui, en plus, en dépendent. Des recherches scientifiques ont démontré que les effets sur l'eau des plantations de pins et l'acidification des sols sont des raisons suffisantes pour interdire les plantations dans cette région, car ces plantations violent le droit de la nature à l'existence, à la permanence de ses cycles vitaux comme celui de l'eau ou du carbone, et qu'elles violent le droit du páramo à se restaurer de façon naturelle. L'Équateur est le seul pays du monde à reconnaître légalement les droits de la nature. Cette action en justice est donc inédite au monde ; elle considère le páramo de Tangabana comme sujet de droit et veut que la Constitution soit directement appliquée pour défendre la nature et les communautés qui en dépendent. L'opposition n'accepte pas non plus que le propriétaire de la plantation gagne de l'argent en arguant que les plantations de pins sont des 'puits de carbone' pour pouvoir vendre des crédits d'émission.

La plainte déposée fut jugée à l'audience du 5 décembre 2014 et, bien que les accusés n'aient pas démontré que la plantation de pins ne portait pas atteinte aux droits de la nature, le juge n'édicte pas de mesure de protection en défense du páramo. Les activistes ont donc fait appel du jugement, et attendent maintenant la date de la nouvelle audience. Les défenseurs des droits de la nature demandent le soutien international et ont organisé une campagne de signatures pour envoyer une lettre aux autorités. La lettre (en espagnol) est disponible ici : <http://wrm.org.uy/wp-content/uploads/2014/12/tangabana-carta-internacional.pdf> . Pour lire un article sur le cas de Terisa Ternero (en anglais), cliquez ici : <http://wrm.org.uy/wp-content/uploads/2014/12/YASunidos.pdf>.

Pour en savoir plus et vous solidariser, veuillez visiter www.accionecologica.org, www.agenciaecologista.info, et www.yasunidos.org.



Des femmes luttent contre l'extractivisme

Pendant les pourparlers de l'ONU sur le climat, La Marche Mondiale des Femmes a manifesté sa solidarité active à l'égard de Máxima Acuña, qui fait face à un procès pour sa résistance contre la société minière transnationale Yanacocha, à Cajamarca, dans le nord du Pérou. L'entreprise l'a accusée d'usurpation aggravée, et le juge a

décrété en première instance une peine de 2 ans et 8 mois, une amende et la confiscation du terrain dont elle est occupante et propriétaire. Máxima Acuña est une paysanne qui symbolise aujourd'hui la lutte de femmes très diverses qui s'opposent à l'avancée des industries extractives sur leurs territoires. Elle représente les femmes, les paysannes et les combattantes qui sont criminalisées pour vouloir défendre leur vie et leur mode de vie. Des femmes qui luttent dans des pays comme la Colombie, El Salvador, l'Équateur, le Pérou, le Mozambique, les femmes ont exprimé leur solidarité et se sont montrées d'accord que la logique de l'occupation de territoires est partout la même.

L'article complet est disponible (en espagnol) sur :

http://www.marchemondiale.org/alliances_mondialisation/cop/extractivismo/es.



Comment le système alimentaire agro-industriel contribue à la crise climatique

L'ONG GRAIN a publié une brochure didactique qui décrit clairement le rôle fondamental que joue le système agro-industriel dans l'émission de dioxyde de carbone et des autres gaz toxiques qui causent la crise climatique. On y apprend, par exemple, que l'agriculture industrielle est responsable de 15 % à 18 % des émissions polluantes, en raison du déboisement qu'elle provoque. La brochure propose aussi des mesures essentielles pour récupérer et réaffirmer la souveraineté alimentaire afin de sortir du modèle industrielle.

<http://www.grain.org/es/article/entries/5100-la-soberania-alimentaria-5-pasos-para-enfriar-el-planeta-y-alimentar-a-su-gente>



Concours de photos sur la justice environnementale et sociale

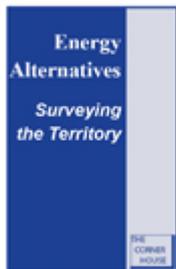
Le Collectif d'information critique lance un nouveau concours annuel de photos sur la justice environnementale et sociale. Les photos seront reçues du 1er janvier au 28 février 2015. Les photos acceptées et les photos gagnantes seront annoncées le 31 mars 2015. Les 24 images gagnantes seront imprimées et exposées à Paris pendant le sommet de la CCNUCC sur le changement climatique, en novembre 2015. Toutes les photos acceptées seront exposées en ligne jusqu'au 31 décembre 2015. Le Collectif d'information critique possède une bibliothèque d'images destinée à rendre plus visibles les activistes et les

communautés du monde qui s'opposent au pouvoir des grandes entreprises et à l'inégalité, et à raviver l'optimisme du public à propos de nouvelles manières d'organiser nos sociétés.

Pour davantage d'information veuillez visiter :

http://photos.criticalcollective.org/index.php?module=menu&pId=101&page_name=competition

RECOMMANDATIONS



“Energy Alternatives, Surveying the Territory”

Ce rapport de l'organisation The Corner House part de la question “Quelle alternative existe-t-il aux systèmes énergétiques actuels ? », dans le contexte d'une crise climatique de plus en plus grave et d'une incertitude croissante à propos de l'avenir des combustibles fossiles. Dans le domaine de la politique énergétique actuelle, le principal conflit est celui des différentes alternatives entre elles. Pour savoir où trouver un avenir énergétique démocratique qui permette de survivre, la moitié du travail consiste à comprendre quels sont les présupposés et les audiences des diverses alternatives. L'objectif de ce rapport n'est pas de simplifier le débat sur les alternatives énergétiques mais d'expliquer à quel point il est complexe. S'il est urgent de prendre des mesures, il est urgent aussi d'acquérir les connaissances nécessaires pour que ces mesures soient efficaces. Voir la version intégrale du rapport (en anglais et en espagnol) sur <http://www.thecornerhouse.org.uk/resource/energy-alternatives>.

MEKONG COMMONS



Site Internet des biens communs du Mékong

Ce site examine les questions concernant le ‘développement’ de la région du Mékong, en mettant l'accent sur les conséquences que les explications conventionnelles dissimulent et sur les alternatives qui sont déjà mises en œuvre. Le site est divisé en cinq sections : « Déconstruction du développement », qui analyse comment le développement est expliqué et justifié, et comment les connaissances sont utilisées ou mal utilisées ; « Justice environnementale », qui examine comment le développement aboutit à des injustices pour le peuple ; « Des voies meilleures », qui décrit les méthodes, les activités, les organisations et les individus qui travaillent sur des méthodes de développement et des visions inspiratrices ; « Les voix de la nouvelle

génération », où les jeunes peuvent s'exprimer ; « Les femmes et le Mékong », qui présente les luttes quotidiennes ou exceptionnelles des femmes qui cherchent à exercer de l'influence et à redéfinir leur rôle dans les instances, souvent dominées par les hommes, où les décisions sont prises.

Adresse du site : <http://www.mekongcommons.org/>.



Inventaire des propositions alternatives aux grands projets d'infrastructure

Le réseau d'ONG ECA Watch est en train de dresser la carte des alternatives que proposent les mouvements sociaux aux grands projets d'infrastructure concernant l'eau, l'énergie ou le transport. L'objectif est de divulguer de l'information et des propositions et de contribuer à mettre des personnes et des groupes en contact les uns avec les autres, afin d'enrichir la documentation sur les infrastructures alternatives.

Pour voir cette carte veuillez visiter : <http://www.eca-watch.org/node/3637>



Les forêts sont aussi importantes que l'agriculture pour certaines communautés rurales

Une étude mondiale menée par le réseau Pauvreté et Environnement a permis de mieux comprendre le rôle que jouent les forêts dans l'amélioration des moyens d'existence des peuples, en confirmant que les forêts sont une source de revenus importante en milieu rural, tout en critiquant quelques suppositions qui ont la vie dure sur l'utilisation de ces ressources. Cela est fondamental au moment de discuter sur la manière de conserver les forêts, puisque la suppression ou la limitation de l'utilisation des forêts par les peuples qui les habitent « pourraient mettre compromettre considérablement les moyens d'existence de la population locale ».

Vous trouverez l'article complet (en anglais) sur : <http://news.mongabay.com/2014/0714-dparker-forest-livelihoods.html>